

Montréal, le 15 juillet 2009

## **Lutte contre l'obésité : l'importance d'investir en prévention**

Au cours des derniers jours, deux annonces significatives ont marqué les activités du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec concernant la problématique de poids. D'une part, le lancement d'un cadre de référence visant à soutenir les établissements du réseau de la santé et des services sociaux dans l'adoption d'une politique alimentaire pour éliminer la malbouffe de leurs menus et proposer des choix santé à leurs différentes clientèles. Une initiative inspirante dont la Coalition Poids se réjouit. D'autre part, un investissement majeur de 29 millions \$ pour le traitement de l'obésité morbide qui a pour objectif d'effectuer de plus en plus de chirurgies bariatriques au cours des prochaines années.

Or, ces deux annonces consécutives ne sont pas anodines : elles dénotent le véritable dilemme des décideurs en matière de lutte à l'obésité et de promotion des saines habitudes de vie. Ce dilemme consiste à trouver le juste équilibre dans l'allocation des ressources entre le soutien à apporter aux personnes obèses et les investissements nécessaires dans la prévention de l'obésité.

Évidemment, nul ne saurait s'opposer à ce qu'on améliore la qualité de vie des personnes souffrant d'obésité morbide. La chirurgie bariatrique est une solution qui peut s'avérer nécessaire dans certains cas, mais il s'agit d'une solution ultime et coûteuse qui ne saurait être vue comme une intervention porteuse dans le sens des saines habitudes de vie.

L'épidémie d'obésité que nous connaissons actuellement entraîne la prolifération de maladies chroniques graves dont le traitement entraîne des coûts en soins considérables qui amputeront bientôt une part importante du financement de l'État consacrée aux autres secteurs.

Dans le cadre de référence contenant les orientations en matière d'alimentation pour les établissements de santé, on peut d'ailleurs y lire que « au Canada, une réduction de la consommation de sel de 4,6 grammes [...] au sein de la population réduirait la prévalence de l'hypertension de 30 % et de près de 60 % les coûts associés au traitement. Cela représenterait des économies se chiffrant à 430 millions \$ par année en médicaments, en consultations médicales et en test de laboratoire »<sup>1</sup>.

### **Soutenons les établissements à prendre le virage santé**

L'expérience a maintes fois démontré que le succès de l'implantation d'une politique alimentaire nécessite de la planification et de la gestion du changement (qu'il suffise de mentionner l'implantation de la nouvelle politique alimentaire dans les écoles). Voilà le chapitre qui manque cruellement à la politique rendue publique la semaine dernière.

---

<sup>1</sup> Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Miser sur une saine alimentation : une question de qualité*, Cadre de référence à l'intention des établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'élaboration de politiques alimentaires adaptées, 2009 citant Joffres MR et al. (2007) « Estimate of the benefits of a population-based reduction in dietary sodium additives on hypertension and its related health care costs in Canada », dans *Can J Cardiol*, 23, p. 437-443.

La Coalition Poids ne peut qu'être préoccupée par le fait que les établissements de santé ne disposent d'aucune ressource supplémentaire pour prendre en charge de telles responsabilités (adoption d'une politique alimentaire adaptée aux réalités locales et aux besoins des clientèles, formation du personnel en conséquence). Pour offrir des repas et des collations de qualité et de haute valeur nutritive, favoriser leur accessibilité physique et économique et assurer le développement des compétences du personnel, les établissements auront besoin de l'appui financier du ministère.

Cet appui n'est pas qu'une simple dépense supplémentaire : il s'agit d'un investissement majeur au sein d'un réseau qui sert plus de 89 millions de repas par année et qui emploie près de 10 % de la main-d'œuvre québécoise.

L'adoption de saines habitudes de vie est d'ailleurs à même de répondre à l'une de nos grandes préoccupations à titre de société, soit la contention des coûts du système de santé. Le soutien financier aux établissements ne représente qu'une fraction infinitésimale des coûts associés à la mauvaise alimentation et nous ne pouvons qu'encourager le gouvernement à offrir ce soutien sans délai.

Suzie Pellerin  
Directrice